



## SOUS-PREFECTURE DE VIENNE

BUREAU DES ASSOCIATIONS  
16 Boulevard Eugène ARNAUD  
38209 VIENNE  
Affaire suivie par : G. RAHAL  
04-74-53-82-12  
gregory.rahall@isere.pref.gouv.fr

Le numéro W383001179  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W383001179

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### Le Sous-Préfet de VIENNE

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **21 janvier 2010**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

#### DIRIGEANTS, STATUTS

dans l'association dont le titre est :

#### QUAD 18 ORGANISATION

dont le siège social est situé : 4 rue Sully  
38550 Le Péage-de-Roussillon

Décision(s) prise(s) le(s) : **18 décembre 2009**

Pièces fournies : Statuts  
Liste dirigeants

Vienna, le 04 février 2010



Le Sous-Préfet,

Pour le Sous-Préfet de Vienne (38)  
L'Attaché de préfecture,

**C. TRIPLAT**

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.